

Le constat alarmant du FMI sur l'économie grecque

E lesechos.fr/monde/europe/0211323094181-le-constat-alarmant-du-fmi-sur-leconomie-grecque-2029811.php

23/9/2016

Pour Delia Velculescu, chef de la mission du FMI en Grèce, les créanciers du pays ne feront pas l'économie d'un allègement significatif de la dette publique grecque - Petros Giannakouris/AP/SIPA

Alarmant, édifiant, inquiétant. Ce sont les qualificatifs qui viennent à l'esprit à la lecture du rapport du Fonds Monétaire International (FMI) sur la Grèce publié vendredi. Au vu des conclusions, il est difficile d'imaginer que l'institution multilatérale donnera son feu vert pour être aux côtés des Européens dans le nouveau plan d'aide à la Grèce. Pour qu'il participe, il faut que le redressement grec « *marche sur ses deux jambes* », avec « *la mise en oeuvre* » des réformes promises et avec « *un allègement significatif de la dette* », a indiqué, vendredi la chef de la mission du FMI, Delia Velculescu.

Dans son rapport, le FMI reconnaît les efforts du pays pour réduire ses déficits budgétaire et de balance courante à zéro en six ans. Mais ce résultat est dû à des mesures « uniques » et « *ad-hoc* » « qui ne sauraient être durables. Pour l'institution, il faut modifier le système de retraite financé par des taux d'imposition trop élevés et assis sur une base trop étroite de l'échelle des salaires. Il faut ensuite s'attaquer à l'insoutenabilité de la dette publique, qui frôle les 180 % du PIB malgré les allègements de dettes déjà opérés par le passé. Le Fonds est ainsi contre le maintien de surplus budgétaire sans précédent au risque de casser la croissance. Les objectifs d'un surplus primaire de 3,5 % du PIB (objectif assigné par la zone euro pour après 2018) sont irréalistes. Un autre allègement d'un montant « *bien au-delà de ce qui est aujourd'hui envisagé* » devra intervenir écrit le Fonds.

L'institution fustige la réforme du système fiscal mis en place. Il s'appuie « *largement sur une hausse des taux d'imposition qui n'a abouti qu'à décourager les salariés de travailler dans l'économie formelle et à la prolifération de régimes fiscaux -en termes de tranches et de report de paiement - qui se sont avérés difficiles à appliquer. Plus de 60 régimes spécifiques de sécurité sociale ont vu le jour depuis 2001* », souligne le Fonds. Par ailleurs, la réforme de l'imposition sur le revenu a été incapable de mettre fin au système généreux de crédits d'impôt qui permet « *à plus de la moitié des salariés - contre 8 % dans la zone euro en moyenne- d'être exempté de tout impôt* ».

L'institution observe que la dette sociale et fiscale atteint aujourd'hui 70 % du PIB et que le taux de collecte fiscale annuel est passée d'un niveau déjà peu élevé de 75 % en 2010 à moins de 50 % aujourd'hui. Le FMI enjoint donc Athènes à mettre fin à « *l'évasion fiscale des riches et des auto-entrepreneurs* ».

L'institution appelle aussi à une réforme du régime des retraites. Les récentes réformes ont permis de diminuer de 1% du PIB les dépenses publiques au titre des retraites. C'est « *bien trop faible par rapport à ce qui est requis* » dans la mesure où le déficit du régime des retraites (11% du PIB à comparer à une moyenne de 2,5 % pour la zone euro) est insoutenable à terme. Maintenir un système qui privilégie les retraités actuels au détriment des futures pensionnés n'est pas compatible avec une croissance économique soutenable. Le Fonds veut donc une réduction des retraites versées lesquelles handicapent les autres dépenses sociales pourtant nécessaire. Pour des raisons d'économie la dépense publique a été « *rognée jusqu'à l'os* » tant et si bien que les « *hôpitaux n'ont plus de seringues et que les bus publics sont immobilisés faute de pièces détachées* ». Un non sens.